



Law Society
of Ontario

Barreau
de l'Ontario

Considérations interprovinciales importantes : Ontario – Québec et au-delà

CO-PRÉSIDENTS

Me Jean-Michel Fréchette
Fréchette Médiation

Me Alex Robineau
David | Sauvé s.r.l. / LLP

15 février 2024



* C L E 2 4 - 0 0 2 0 5 0 0 - D - W E B *



Law Society
of Ontario

Barreau
de l'Ontario

Avis de non-responsabilité et droits d'auteur visant les documents de FPC

Ces documents font partie des programmes de formation professionnelle continue du Barreau de l'Ontario. Leur contenu, l'information et les opinions exprimées par les auteurs leur appartiennent. Le contenu ne représente pas de position ou de déclaration officielle du Barreau de l'Ontario, à moins d'indication contraire, et ne devrait pas être interprété comme établissant des normes de pratique absolue ou constituant un avis juridique. Le Barreau de l'Ontario ne garantit pas l'exactitude actuelle ou future du contenu et décline expressément la responsabilité pour toute erreur ou omission dans le contenu, y compris les inexactitudes qui peuvent découler de l'évolution du droit.

Les droits d'auteur des documents sont détenus par le Barreau de l'Ontario. Le contenu des documents, y compris les graphiques, est protégé par les droits d'auteur, autant comme ouvrage individuel que comme recueil. Il est interdit à tout utilisateur de la présente webémission de vendre, de publier à nouveau, de copier, de reproduire, de modifier ou de distribuer ces documents, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite du Barreau de l'Ontario ou de tout autre détenteur des droits applicables.

© 2024 Tous droits réservés

Barreau de l'Ontario

130, rue Queen Ouest, Toronto (Ontario) M5H 2N6

Téléphone : 416 947-3315 ou 1 800 668-7380 p. 3315

Téléc. : 416 947-3370

Courriel : cpd@lso.ca www.lso.ca

Bibliothèques et Archives Canada

Catalogage avant publication

Considérations interprovinciales importantes : Ontario – Québec et au-delà

ISBN 978-1-77345-802-1 (PDF)

ISBN 978-1-77345-803-8 (Hardcopy)



Considérations interprovinciales importantes : Ontario – Québec et au-delà

CO-PRÉSIDENTS : **Me Jean-Michel Fréchette**
Fréchette Médiation

Me Alex Robineau
David | Sauvé s.r.l. / LLP

15 février 2024

De 12 h 00 à 13 h 30

Heures totales de FPC = 30 m Droit de fond et 1 h Professionnalisme

Barreau de l'Ontario

Webinaire

SKU CLE24-00205

Ordre du jour

12 h 00 à 12 h 03

Mots de bienvenue

Me Jean-Michel Fréchette
Fréchette Médiation

12 h 03 à 12 h 08

Introduction du programme et du président

Me Jean-Michel Fréchette
Fréchette Médiation

12 h 08 à 12 h 23	Naviguer les régimes juridiques différends
12 h 23 à 12 h 40	L'accessibilité à la justice
12 h 40 à 12 h 55	Nuances procédurales Ontario et Québec
12 h 55 à 13 h 10	Avantages, inconvénients et considérations importantes
13 h 10 à 13h 23	Pratiques exemplaires et ressources
13 h 23 à 13 h 28	Période de questions
13 h 28 à 13 h 30	Conclusion et fin du programme

Considérations interprovinciales importantes : Ontario – Québec et au-delà

15 février 2024

SKU CLE24-00205

Table des matières

ONGLET 1	Resources et liens utiles..... 1 - 1 à 1 - 13
-----------------	--

Me Jean-Michel Fréchette, *Fréchette Médiation*

Me Alex Robineau, *David / Sauvé s.r.l. / LLP*



Law Society
of Ontario

Barreau
de l'Ontario

Considérations interprovinciales importantes : Ontario – Québec et au-delà

Resources et liens utiles

Me Jean-Michel Fréchette

Fréchette Médiation

Me Alex Robineau

David / Sauvé s.r.l. / LLP

15 février 2024



Considérations interprovinciales importantes : Ontario – Québec et au-delà

CO-PRÉSIDENTS : **Me Jean-Michel Fréchette**
Fréchette Médiation

Me Alex Robineau
David | Sauvé s.r.l. / LLP

15 février 2024
De 12h00 à 13 h 30
Heures totales de FPC = 30 m Droit de fond et 1 h Professionnalisme

Barreau de l'Ontario

RESSOURCES ET LIENS UTILES

- [Formulaires | Division de Québec | Cour Supérieure du Québec - cour-superieure \(coursuperieureduquebec.ca\)](#)
- Demande d'inscription pour inscription et jugement, ci-joint et ici : [DIJDC.docx](#)
- Décisions portant sur l'exécution de jugement Québec- Ontario

- *Beals c. Saldanha* - <https://scc-csc.lexum.com/scc-csc/scc-csc/en/item/2107/index.do>
- *Lax c. Lax* (2004), [2004 CanLII 15466 \(ON CA\)](#)
- Formules des Règles de procédure civile | Services Aux Tribunaux de l'Ontario (ontariocourtforms.on.ca)
- Guides pour vous représenter | Superior Court of Justice (ontariocourts.ca)
- Guide des procédures devant la cour des petites créances | ontario.ca
- Accord de circulation libre national: [mobility1FR-ns.pdf \(flsc-s3-storage-pub.s3.ca-central-1.amazonaws.com\)](#)
- Foire aux questions – Barreau de l'Ontario : [Foire aux questions sur la libre circulation interjuridictionnelle - Avocats | Barreau de l'Ontario \(lso.ca\)](#):
- Mobilité Barreau du Québec: [Mobilité – Avocats Hors Québec](#):
- Règle 73 des Règles de procédures civiles :

RÈGLE 73 EXÉCUTION RÉCIPROQUE DE JUGEMENTS RENDUS AU ROYAUME-UNI

Définitions

73.01 Les définitions qui suivent s'appliquent aux règles 73.01 à 73.03.

«Convention» La Convention figurant en annexe à la Loi. («Convention»)

«jugement» Jugement auquel s'applique la Convention. («judgment»)

«Loi» La *Loi sur l'exécution réciproque de jugements (Royaume-Uni)*. («Act») R.R.O. 1990, Règl. 194, règle 73.01.

Requête en vue de faire enregistrer le jugement

Avis de requête

73.02 (1) L'avis d'une requête présentée en vertu de la Loi en vue de faire enregistrer un jugement rendu par un tribunal du Royaume-Uni est rédigé selon la formule 73A. R.R.O. 1990, Règl. 194, par. 73.02 (1).

Documents à l'appui

(2) À l'appui de la requête, il est présenté un affidavit qui confirme les déclarations figurant dans l'avis de requête et donne des précisions quant aux autres faits, le cas échéant, sur lesquels se fonde le droit du requérant de faire enregistrer le jugement et de le faire exécuter. R.R.O. 1990, Règl. 194, par. 73.02 (2).

(3) L'original ou une copie certifiée conforme du jugement et du document qui constitue la preuve de signification de l'acte introductif d'instance du tribunal du Royaume-Uni accompagnent l'affidavit comme pièces. R.R.O. 1990, Règl. 194, par. 73.02 (3).

(4) L'affidavit peut faire état des éléments que le déposant tient pour véridiques sur la foi de renseignements, si la source de ces renseignements et le fait qu'ils sont tenus pour véridiques sont indiqués. R.R.O. 1990, Règl. 194, par. 73.02 (4).

Exécution du jugement

73.03 Le jugement qui est enregistré en vertu de la Loi peut être exécuté comme s'il s'agissait d'un jugement rendu par le tribunal. R.R.O. 1990, Règl. 194, règle 73.03.

- LRO 1990, c R.5 | Loi sur l'exécution réciproque de jugements | CanLII

NOTES EXPLICATIVES

DEMANDE D'INSCRIPTION POUR INSTRUCTION ET JUGEMENT (par déclaration commune ou d'une partie) (SJ-1100)

Le formulaire « Demande d'inscription pour instruction et jugement (par déclaration commune ou d'une partie) » est utilisé pour obtenir l'inscription par le greffier d'un dossier à la liste des causes prêtes à être entendues par le tribunal (procès).

TYPES DE FORMULAIRES

- PDF dynamique :

Après l'avoir rempli, vous pouvez l'imprimer sur du papier format « lettre », soit 8,5 pouces sur 11 pouces (215,9 mm sur 279,4 mm).

- Papier :

Si vous remplissez ce formulaire à la main, veuillez écrire lisiblement en caractères d'imprimerie.

MARCHE À SUIVRE

La demande d'inscription pour instruction et jugement est faite par une déclaration commune des parties. Si la déclaration ne peut être commune, le demandeur ou une autre partie produit la déclaration et doit la notifier aux autres parties. Dans ce cas, la déclaration est réputée confirmée à moins que les autres parties n'indiquent ce qui doit y être ajouté ou retranché et ce, dans les 15 jours de la notification.

Une fois le formulaire rempli, il est préférable que vous conserviez une copie pour votre dossier personnel.

DÉPÔT AU GREFFE DU TRIBUNAL

Vous devez ensuite transmettre la demande d'inscription au greffe du palais de justice. Pour ce faire, vous pouvez utiliser le Greffe numérique judiciaire du Québec (GNJQ) en vous référant au site Internet du ministère de la Justice au www.justice.gouv.qc.ca.

Des frais judiciaires sont payables pour le dépôt de la demande. Pour plus d'information sur la tarification et obtenir les coordonnées de tous les palais de justice de la province de Québec, vous pouvez consulter le site Internet du ministère de la Justice.

CANADA
Province de Québec
District :
Localité :
N° de dossier :

COUR DU QUÉBEC
(Chambre civile)

Partie demanderesse
c.
Partie défenderesse
et
Partie

DEMANDE D'INSCRIPTION POUR INSTRUCTION ET JUGEMENT
(art. 174 C.p.c.)

GÉNÉRALITÉS

Cette demande d'inscription pour instruction et jugement est faite à l'initiative :

- ☐ de l'ensemble des parties au dossier
☐ de la partie (préciser) :

Indiquer les motifs pour lesquels la demande n'est pas commune le cas échéant :

Art. 174 in fine C.p.c. : « Si la déclaration ne peut être commune, le demandeur ou à défaut une autre partie produit la déclaration et la notifie aux autres parties. Celle-ci est réputée confirmée, à moins que les autres parties n'indiquent, dans les 15 jours qui suivent la notification de la déclaration, ce qui doit selon eux y être ajouté ou retranché. »

Le dépôt de la demande confirme que le dossier est en état, conformément aux informations qui y sont contenues.

1. COORDONNÉES DES PARTIES ET DES AVOCATS

Partie demanderesse	Avocat responsable
Nom :	Nom :
Adresse :	Cabinet :
Téléphone :	Adresse :
Télécopieur :	Téléphone :
Courriel :	Télécopieur :
	Courriel :

Partie défenderesse	Avocat responsable
Nom : Adresse : Téléphone : Télécopieur : Courriel :	Nom : Cabinet : Adresse : Téléphone : Télécopieur : Courriel :
Partie (préciser) :	Avocat responsable
Nom : Adresse : Téléphone : Télécopieur : Courriel :	Nom : Cabinet : Adresse : Téléphone : Télécopieur : Courriel :

2. LITIGE		
Demande principale		
Nature : Valeur de l'objet du litige :		
Demande reconventionnelle	<input type="checkbox"/> OUI	<input type="checkbox"/> NON
Nature : Valeur de l'objet du litige :		
Demande(s) en garantie	<input type="checkbox"/> OUI	<input type="checkbox"/> NON
Intervention(s)	<input type="checkbox"/> OUI	<input type="checkbox"/> NON
Questions en litige		
Liste des faits admis		

Liste des points à trancher par expertise

3. PIÈCES ET ÉLÉMENTS DE PREUVE

LA PARTIE DEMANDERESSE (cocher les cases relatives aux documents pertinents à la preuve)

<input type="checkbox"/>	Déclare joindre à cette déclaration un inventaire complet des pièces communiquées par elle (art. 248, al. 1 C.p.c.);	
<input type="checkbox"/>	Déclare avoir déposé au dossier les déclarations écrites pour valoir témoignage des personnes suivantes (art. 292 C.p.c.) : <ul style="list-style-type: none">• Déclarant :• Date de la déclaration :	<ul style="list-style-type: none">• Déclarant :• Date de la déclaration :
<input type="checkbox"/>	Déclare avoir déposé au dossier la transcription des interrogatoires (oraux ou écrits) des personnes suivantes afin de les invoquer à l'instruction (art. 224 et 227 C.p.c.) : <ul style="list-style-type: none">• Témoin :• Date de l'interrogatoire :	<ul style="list-style-type: none">• Témoin :• Date de l'interrogatoire :
<input type="checkbox"/>	Déclare avoir déposé au dossier les rapports d'expertise suivants afin de les invoquer à l'instruction (art. 239 C.p.c.) : <ul style="list-style-type: none">• Nom :• Domaine d'expertise :• Date :• Cote :	<ul style="list-style-type: none">• Nom :• Domaine d'expertise :• Date :• Cote :

LA PARTIE DÉFENDERESSE (cocher les cases relatives aux documents pertinents à la preuve)

<input type="checkbox"/>	Déclare joindre à cette déclaration un inventaire complet des pièces communiquées par elle (art. 248, al. 1 C.p.c.);	
<input type="checkbox"/>	Déclare avoir déposé au dossier les déclarations écrites pour valoir témoignage des personnes suivantes (art. 292 C.p.c.) : <ul style="list-style-type: none">• Déclarant :• Date de la déclaration :	<ul style="list-style-type: none">• Déclarant :• Date de la déclaration :
<input type="checkbox"/>	Déclare avoir déposé au dossier la transcription des interrogatoires (oraux ou écrits) des personnes suivantes afin de les invoquer à l'instruction (art. 224 et 227 C.p.c.) : <ul style="list-style-type: none">• Témoin :• Date de l'interrogatoire :	<ul style="list-style-type: none">• Témoin :• Date de l'interrogatoire :
<input type="checkbox"/>	Déclare avoir déposé au dossier les rapports d'expertise suivants afin de les invoquer à l'instruction (art. 239 C.p.c.) : <ul style="list-style-type: none">• Nom :• Domaine d'expertise :• Date :• Cote :	<ul style="list-style-type: none">• Nom :• Domaine d'expertise :• Date :• Cote :

LA PARTIE (cocher les cases relatives aux documents pertinents à la preuve) :	
<input type="checkbox"/>	Déclare joindre à cette déclaration un inventaire complet des pièces communiquées par elle (art. 248, al. 1 C.p.c.);
<input type="checkbox"/>	<div> Déclare avoir déposé au dossier les déclarations écrites pour valoir témoignage des personnes suivantes (art. 292 C.p.c.) : </div> <div> <div> <ul style="list-style-type: none"> • Déclarant : • Date de la déclaration : </div> <div> <ul style="list-style-type: none"> • Déclarant : • Date de la déclaration : </div> </div>
<input type="checkbox"/>	<div> Déclare avoir déposé au dossier la transcription des interrogatoires (oraux ou écrits) des personnes suivantes afin de les invoquer à l'instruction (art. 224 et 227 C.p.c.) : </div> <div> <div> <ul style="list-style-type: none"> • Témoin : • Date de l'interrogatoire : </div> <div> <ul style="list-style-type: none"> • Témoin : • Date de l'interrogatoire : </div> </div>
<input type="checkbox"/>	<div> Déclare avoir déposé au dossier les rapports d'expertise suivants afin de les invoquer à l'instruction (art. 239 C.p.c.) : </div> <div> <div> <ul style="list-style-type: none"> • Nom : • Domaine d'expertise : • Date : • Cote : </div> <div> <ul style="list-style-type: none"> • Nom : • Domaine d'expertise : • Date : • Cote : </div> </div>

3.1 POSITION DES PARTIES RELATIVEMENT AUX PIÈCES DÉNONCÉES				
PIÈCES DE LA PARTIE DEMANDERESSE				
COTE	DESCRIPTION	ADMISSION	ADMISSION	AUCUNE ADMISSION
		Origine, intégrité et contenu	Origine et intégrité seulement (contenu nié)	Témoin nécessaire pour le dépôt
PIÈCES DE LA PARTIE DÉFENDERESSE				
COTE	DESCRIPTION	ADMISSION	ADMISSION	AUCUNE ADMISSION
		Origine, intégrité et contenu	Origine et intégrité seulement (contenu nié)	Témoin nécessaire pour le dépôt

PIÈCES DE LA PARTIE				
COTE	DESCRIPTION	ADMISSION	ADMISSION	AUCUNE ADMISSION
		Origine, intégrité et contenu	Origine et intégrité seulement (contenu nié)	Témoin nécessaire pour le dépôt

4 INSTRUCTION				
4.1 LISTE DES TÉMOINS ORDINAIRES				
Veuillez estimer le plus justement possible la durée des témoignages, incluant les contre-interrogatoires.				
TÉMOINS DE LA PARTIE DEMANDERESSE				
NOM / OBJET DU TÉMOIGNAGE	LANGUE	DURÉE INTERROGATOIRE	DURÉE CONTRE- INTERROGATOIRE	DURÉE TOTALE
	<input type="checkbox"/> F <input type="checkbox"/> A			
	<input type="checkbox"/> F <input type="checkbox"/> A			
	<input type="checkbox"/> F <input type="checkbox"/> A			
	<input type="checkbox"/> F <input type="checkbox"/> A			
Durée totale de la preuve en demande (1 jour = 5 heures) jours heures				
Le cas échéant, indiquer les motifs justifiant de taire l'identité de certains témoins (les durées d'interrogatoires et de contre-interrogatoires doivent néanmoins être prévues ci-haut) :				
TÉMOINS DE LA PARTIE DÉFENDERESSE				
NOM / OBJET DU TÉMOIGNAGE	LANGUE	DURÉE INTERROGATOIRE	DURÉE CONTRE- INTERROGATOIRE	DURÉE TOTALE
	<input type="checkbox"/> F <input type="checkbox"/> A			
	<input type="checkbox"/> F <input type="checkbox"/> A			
	<input type="checkbox"/> F <input type="checkbox"/> A			
	<input type="checkbox"/> F <input type="checkbox"/> A			
Durée totale de la preuve en défense (1 jour = 5 heures) jours heures				
Le cas échéant, indiquer les motifs justifiant de taire l'identité de certains témoins (les durées d'interrogatoires et de contre-interrogatoires doivent néanmoins être prévues ci-haut) :				

TÉMOINS DE LA PARTIE				
NOM / OBJET DU TÉMOIGNAGE	LANGUE	DURÉE INTERROGATOIRE	DURÉE CONTRE-INTERROGATOIRE	DURÉE TOTALE
	<input type="checkbox"/> F <input type="checkbox"/> A			
	<input type="checkbox"/> F <input type="checkbox"/> A			
	<input type="checkbox"/> F <input type="checkbox"/> A			
	<input type="checkbox"/> F <input type="checkbox"/> A			
Durée totale de la preuve en (1 jour = 5 heures) jours heures				
Le cas échéant, indiquer les motifs justifiant de taire l'identité de certains témoins (les durées d'interrogatoires et de contre-interrogatoires doivent néanmoins être prévues ci-haut) :				

4.2 PREUVE D'EXPERT(S)				
Veuillez estimer le plus justement possible la durée des témoignages, incluant les contre-interrogatoires.				
EXPERT COMMUN				
NOM	DOMAINE	LANGUE		
		<input type="checkbox"/> Français <input type="checkbox"/> Anglais		
<input type="checkbox"/>	Bien que le rapport de l'expert tienne lieu de son témoignage, l'interrogatoire de l'expert est anticipé pour obtenir des précisions sur les points suivants de son rapport (art. 293, 294 C.p.c.). Préciser :			
DURÉE PRÉVUE POUR LA PREUVE D'EXPERT COMMUN	DURÉE INTERROGATOIRE PAR LA PARTIE DEMANDERESSE	DURÉE INTERROGATOIRE PAR LA PARTIE DÉFENDERESSE	DURÉE INTERROGATOIRE PAR LA PARTIE	DURÉE TOTALE
EXPERT DE LA PARTIE DEMANDERESSE				
NOM	DOMAINE	LANGUE		
		<input type="checkbox"/> Français <input type="checkbox"/> Anglais		
ADMISSION DE LA QUALIFICATION DE L'EXPERT				
Par la partie défenderesse <input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON Par la partie <input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON				
En cas de contestation de la qualification, préciser les motifs :				

<input type="checkbox"/>	Bien que le rapport de l'expert tienne lieu de son témoignage, l'interrogatoire de l'expert est anticipé pour obtenir des précisions sur les points suivants de son rapport (art. 293, 294 C.p.c.). Préciser :		
<input type="checkbox"/>	Le contre-interrogatoire de l'expert est anticipé (art. 294 C.p.c.) : <input type="checkbox"/> par la partie défenderesse <input type="checkbox"/> par la partie		
DURÉE PRÉVUE POUR LA PREUVE D'EXPERT EN DEMANDE		DURÉE INTERROGATOIRE	DURÉE CONTRE- INTERROGATOIRE
EXPERT DE LA PARTIE DÉFENDERESSE			
NOM		DOMAINE	
		<input type="checkbox"/> Français <input type="checkbox"/> Anglais	
ADMISSION DE LA QUALIFICATION DE L'EXPERT			
Par la partie demanderesse Par la partie		<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON	
En cas de contestation de la qualification, préciser les motifs :			
<input type="checkbox"/>	Bien que le rapport de l'expert tienne lieu de son témoignage, l'interrogatoire de l'expert est anticipé pour obtenir des précisions sur les points suivants de son rapport (art. 293, 294 C.p.c.). Préciser :		
<input type="checkbox"/>	Le contre-interrogatoire de l'expert est anticipé (art. 294 C.p.c.) : <input type="checkbox"/> par la partie demanderesse <input type="checkbox"/> par la partie		
DURÉE PRÉVUE POUR LA PREUVE D'EXPERT EN DÉFENSE		DURÉE INTERROGATOIRE	DURÉE CONTRE- INTERROGATOIRE
EXPERT DE LA PARTIE			
NOM		DOMAINE	
		<input type="checkbox"/> Français <input type="checkbox"/> Anglais	
ADMISSION DE LA QUALIFICATION DE L'EXPERT			
Par la partie demanderesse Par la partie défenderesse		<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON	
En cas de contestation de la qualification, préciser les motifs :			

<input type="checkbox"/>	Bien que le rapport de l'expert tienne lieu de son témoignage, l'interrogatoire de l'expert est anticipé pour obtenir des précisions sur les points suivants de son rapport (art. 293, 294 C.p.c.). Préciser :			
<input type="checkbox"/>	Le contre-interrogatoire de l'expert est anticipé (art. 294 C.p.c.) : <input type="checkbox"/> par la partie demanderesse <input type="checkbox"/> par la partie défenderesse			
DURÉE PRÉVUE POUR LA PREUVE D'EXPERT EN		DURÉE INTERROGATOIRE	DURÉE CONTRE-INTERROGATOIRE	DURÉE TOTALE

4.3 SOMMAIRE DE L'INSTRUCTION		
PREUVE DE LA PARTIE DEMANDERESSE		
Durée totale témoins ordinaires	jours	heures
Durée totale preuve d'expert(s)	jours	heures
Durée argumentation	jours	heures
Durée totale de la preuve de la partie demanderesse	jours	heures
PREUVE DE LA PARTIE DÉFENDERESSE		
Durée totale témoins ordinaires	jours	heures
Durée totale preuve d'expert(s)	jours	heures
Durée argumentation	jours	heures
Durée totale de la preuve de la partie défenderesse	jours	heures
PREUVE DE LA PARTIE		
Durée totale témoins ordinaires	jours	heures
Durée totale preuve d'expert(s)	jours	heures
Durée argumentation	jours	heures
Durée totale de la preuve de la partie	jours	heures
DURÉE TOTALE DE L'INSTRUCTION		jours heures

4.4. SERVICES REQUIS LORS DE L'INSTRUCTION	
<input type="checkbox"/>	<p>Les services d'un interprète sont requis pour le témoignage du(des) témoin(s) suivant(s) :</p> <p>La responsabilité de retenir les services de l'interprète et les honoraires de celui-ci incombent à la partie qui en requiert les services.</p>
<input type="checkbox"/>	<p>Les moyens technologiques suivants sont requis lors de l'instruction :</p> <p>La responsabilité d'obtenir l'autorisation du tribunal lorsque requise, de s'assurer de la disponibilité des moyens technologiques et d'en assumer les coûts, le cas échéant, incombe à la partie qui souhaite avoir recours à ces moyens technologiques.</p> <p>La responsabilité de coordonner une preuve à l'aide d'un moyen technologique, soit notamment de s'assurer de l'accès à une connexion Internet, incombe à la partie qui souhaite administrer une preuve par ce moyen.</p>

Le

Le

Partie demanderesse
ou
Me
Avocat(s) en demande
(Nom de l'étude)
(Adresse)
(Ville, province et code postal)
Téléphone :
Télécopieur :
Courriel :

Partie défenderesse
ou
Me
Avocat(s) en défense
(Nom de l'étude)
(Adresse)
(Ville, province et code postal)
Téléphone :
Télécopieur :
Courriel :

Le

Le

Partie
ou
Me
Avocat(s)
(Nom de l'étude)
(Adresse)
(Ville, province et code postal)
Téléphone :
Télécopieur :
Courriel :

Partie
ou
Me
Avocat(s)
(Nom de l'étude)
(Adresse)
(Ville, province et code postal)
Téléphone :
Télécopieur :
Courriel :